

Note d'orientation du LRS

Volume 1 | Numéro 2 | Mars 2025



Commerce, Emploi et Syndicats en Afrique: Quelques Options Politiques



COMMERCE, EMPLOI ET SYNDICATS EN AFRIQUE: QUELQUES OPTIONS POLITIQUES

Note d'orientation du LRS

Volume 1 | Numéro 2 | Mars 2025

Prince Asafu-Adjaye
Labour Research Service

Email: prince@lrs.org.za

Table des Matières

Liste des abréviations	2
Introduction	3
Discours sur la libéralisation	4
Implication de la libéralisation du commerce pour l'emploi et les syndicats en Afrique	6
Options politiques des syndicats	9
Conclusion	11
Références	12

LISTE DES ABRÉVIATIONS

CNUCED Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement

IDE Investissement direct étranger

OIT Organisation internationale du travail

UEMOA Union économique et monétaire ouest-africaine

ZLECAF Zone de libre-échange continentale africaine

INTRODUCTION

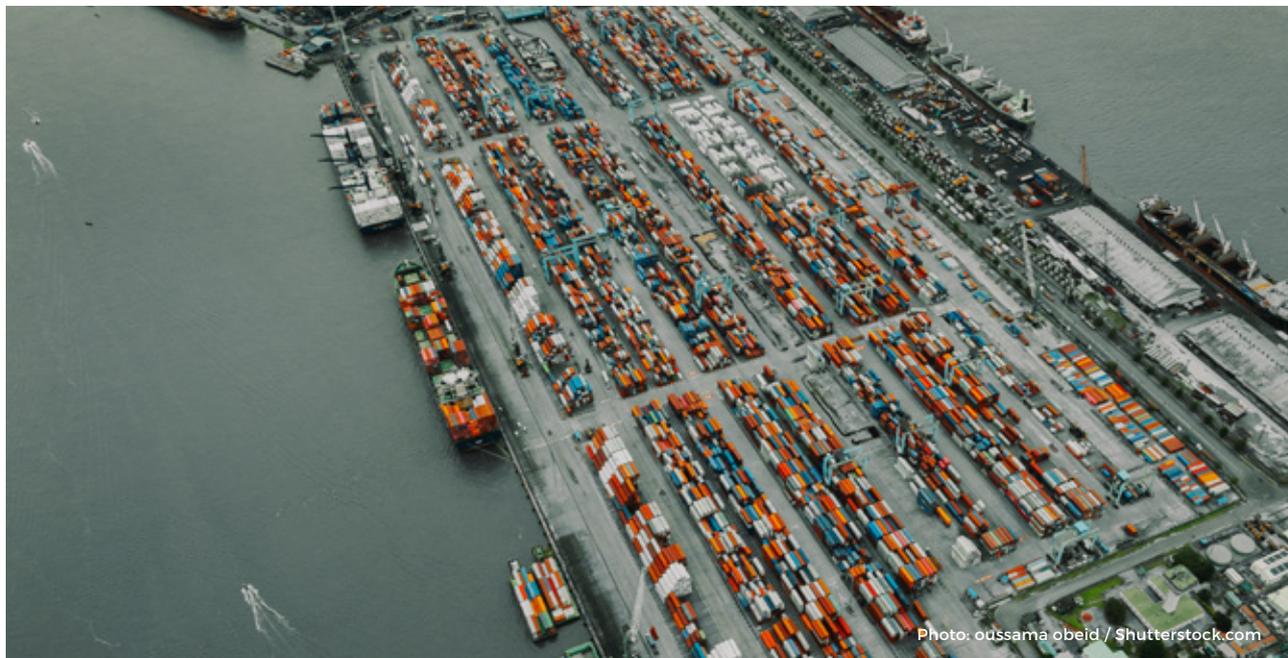
La libéralisation du commerce a de profondes implications pour les syndicats en Afrique. Généralement caractérisée par la suppression des barrières et des restrictions commerciales (Celik et al., 2024), elle s'accompagne souvent de la libéralisation des Investissements directs étrangers (IDE), de la déréglementation du marché du travail, de la privatisation et de la libéralisation financière (Organisation internationale du travail (OIT), 2001). Ensemble, ces processus affectent les syndicats par leur impact sur la quantité et la qualité des emplois. La libéralisation du commerce a été associée à des pertes d'emplois dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne, notamment au Kenya, au Malawi, en Côte d'Ivoire, au Zimbabwe et au Maroc (Hobbs et Tucker, 2009). Elle a également été liée à l'informalisation de l'emploi (McCaig et McMillan, 2020) et à la baisse de la qualité des emplois (Hobbs et Tucker, 2009 ; McCaig et McMillan, 2020). La destruction d'emplois et le manque de création d'emplois dans le secteur formel sur le continent sapent la valorisation des syndicats. En outre, la baisse de la qualité des emplois remet en question la raison d'être des syndicats. En substance, la libéralisation du commerce constitue une menace existentielle pour le syndicalisme en Afrique.

L'ampleur et la gravité des impacts de la libéralisation du commerce sur le marché du travail soulignent la nécessité pour les syndicats de s'engager activement et efficacement auprès des autorités nationales et supranationales sur les politiques commerciales, en accordant une attention particulière à la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). C'est dans cette optique que ce document cherche à contribuer au plaidoyer syndical sur le commerce et la ZLECAf. Il met en lumière des idées sur les implications de la libéralisation du commerce, en se concentrant sur ses effets sur les marchés du travail en Afrique. Il propose un certain nombre d'options politiques pour les syndicats, telles que l'intégration de la défense du commerce dans les activités syndicales, la participation aux dialogues nationaux et continentaux sur la politique commerciale et le suivi des développements commerciaux. Le document appelle également à l'harmonisation de la défense des intérêts commerciaux entre les syndicats du continent, au renforcement de la réglementation du travail et à la création d'une solidarité et d'alliances internationales. Bien que ces options et stratégies politiques ne représentent pas une solution globale, elles offrent aux syndicats africains la possibilité de se revitaliser.

L'ampleur et la gravité des impacts de la libéralisation du commerce sur le marché du travail soulignent la nécessité **pour les syndicats de s'engager activement et efficacement auprès des autorités nationales et supranationales sur les politiques commerciales**, en accordant une attention particulière à la ZLECAf.



DISCOURS SUR LA LIBÉRALISATION



La libéralisation du commerce est l'un des éléments controversés de la mondialisation (OIT, 2001). Les discussions sur le sujet sont souvent polarisées, les perspectives optimistes soulignant les avantages du libre-échange pour le développement socio-économique, tandis que les opinions pessimistes mettent en évidence ses impacts socio-économiques négatifs et inégaux à travers le monde. En substance, la libéralisation du commerce est associée à des résultats socio-économiques à la fois positifs et négatifs.

Le commerce international est considéré comme un moteur de la croissance économique et du développement, facilitant l'échange de biens, de services et d'idées à travers les frontières (Celik, et. al., 2024). On lui attribue également le potentiel de favoriser une croissance inclusive (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement [CNUCED], 2018). En outre, le libre-échange a été associé à l'efficacité de la production (OIT, 2001). La libéralisation du commerce aurait permis des spécialisations dans des secteurs d'avantage comparatif de manière à engendrer l'efficacité et la croissance économique en Afrique de l'Ouest (Celik, et. al., 2024).

En outre, la perspective optimiste de la libéralisation des échanges met en évidence ses effets positifs sur le marché du travail, en particulier la création d'emplois et la croissance des revenus. L'argument est que les entreprises qui exportent ont tendance à être plus productives et à créer plus d'emplois dans le secteur formel (MacLeod et Luke, 2023). De manière significative, les avantages du commerce pour l'emploi vont au-delà du nombre d'emplois ou de la création d'emplois. Il est avancé que les exportations ont la capacité d'améliorer la qualité de l'emploi en permettant aux économies de s'engager dans des activités à plus forte valeur ajoutée, entraînant ainsi une évolution vers l'emploi salarié (Maliszewska et Winkler, 2024). Un autre effet positif du commerce sur la qualité de l'emploi est la croissance des revenus. Une plus

grande exposition au commerce est liée à une augmentation des revenus dans les pays à revenu faible et intermédiaire, en grande partie grâce à l'intégration dans les chaînes de valeur mondiales (Maliszewska et Winkler, 2024).

Au-delà de ces avantages économiques directs, il existe d'autres externalités positives et non monétaires du commerce international. Les flux commerciaux s'accompagnent de la diffusion de technologies émergentes qui permettent aux entreprises locales d'être compétitives sur les marchés mondiaux (MacLeod et Luke, 2023). Ces nouvelles technologies, ainsi que les pratiques de gestion innovantes, se diffusent par le biais du commerce et favorisent la croissance de la productivité (Celik et al., 2024). Le commerce facilite également l'amélioration des compétences, les investissements en capital et la mise à niveau technologique des entreprises nationales impliquées dans les chaînes d'approvisionnement (MacLeod et Luke, 2023). Par conséquent, une forte exposition au commerce a été associée à une augmentation de la productivité du travail, en particulier chez les travailleurs non qualifiés des secteurs manufacturiers et agricoles à faible technologie dans les pays en développement (Maliszewska et Winkler, 2024).

Néanmoins, il est important de noter que toutes les exportations ne produisent pas des résultats positifs. Les données disponibles suggèrent que la diversification des exportations, plutôt que la spécialisation ou la concentration des exportations, a une influence plus favorable sur la croissance et la transformation structurelle (CNUCED, 2018). La diversification des exportations consiste à élargir la gamme des produits et services exportés ou des destinations d'exportation. Elle est réputée permettre la création d'emplois et l'amélioration de la répartition des revenus (ibid.). En revanche, l'exportation d'une gamme étroite de produits vers un nombre limité de pays est sous-optimale, en particulier si l'on considère les avantages potentiels du commerce pour la création d'emplois. Les produits extractifs, tels que le pétrole et les métaux, ont traditionnellement dominé les exportations de l'Afrique vers le reste du monde. Le problème réside dans le fait que l'extraction de combustibles, de minerais et de métaux de base est généralement plus intensive en capital et moins en main-d'œuvre, ce qui réduit les possibilités d'emploi (MacLeod et Luke, 2023). En effet, le manque de diversification des exportations de l'Afrique a été directement lié à ses mauvais résultats en matière de création d'emplois (CNUCED, 2018). Ainsi, la composition des exportations, ainsi que le nombre de destinations d'exportation, sont tout aussi importants que le volume des exportations lorsqu'il s'agit des avantages du commerce en matière de création d'emplois.

La libéralisation du commerce a été associée à des résultats négatifs et involontaires sur le marché du travail. Des conséquences négatives, telles que la destruction d'emplois et les bas salaires, ont été observées tant dans les économies développées que dans les économies en développement. Dans les économies avancées, la libéralisation du commerce a été rendue responsable de l'augmentation du chômage et de l'inégalité des salaires (OIT, 2001). Il a été noté que l'exposition au commerce ne stimule pas considérablement la création d'emplois ni ne réduit l'inégalité des revenus dans les pays à faible revenu (Maliszewska et Winkler, 2024). On peut affirmer que l'effet négatif de la libéralisation du commerce sur le nombre d'emplois est fonction de la concurrence. Des déplacements d'emplois ont été constatés dans les secteurs incapables de rivaliser avec les importations moins chères (Celik, et. al., 2024). En substance, les effets négatifs de la libéralisation des échanges sur le marché du travail se manifestent soit par la destruction d'emplois, soit par des contraintes à la création d'emplois.

Outre le nombre d'emplois, la libéralisation du commerce a également un impact sur la qualité de l'emploi. La libéralisation du commerce dans les pays en développement s'est accompagnée d'une exploitation accrue des travailleurs, principalement due à un « nivellement par le bas » des conditions d'emploi et des normes du travail (OIT, 2001). Cela se traduit notamment par une stagnation des salaires, en particulier pour les travailleurs employés dans des secteurs incapables de rivaliser avec des importations moins chères (Celik, et. al., 2024). En tant que telles, les pratiques commerciales, en particulier la concurrence débridée, ont des implications significatives pour le travail décent.

IMPLICATION DE LA LIBÉRALISATION DU COMMERCE POUR L'EMPLOI ET LES SYNDICATS EN AFRIQUE

Le commerce international, et plus particulièrement la libéralisation des échanges, affecte les travailleurs et les syndicats en Afrique de multiples façons. Le commerce influence à la fois la quantité et la qualité de l'emploi. Ces résultats ont de profondes implications pour les droits et les intérêts des travailleurs, ainsi que pour la raison d'être des syndicats. Comme nous le verrons bientôt, les résultats du commerce sur le marché du travail sont inégaux dans le temps et dans l'espace et affectent diverses catégories de travailleurs et leurs syndicats en Afrique.

Il existe un discours selon lequel le commerce contribue au travail décent, notamment par la création d'emplois et la croissance des revenus. En Afrique, l'argument est que de nombreuses économies détiennent un avantage comparatif dans l'exportation de produits de base à forte intensité de main-d'œuvre, ce qui fait de la libéralisation du commerce un catalyseur potentiel pour la création d'emplois sur le continent (CNUCED, 2018). En outre, l'exposition au commerce, en particulier les exportations et l'intégration dans les chaînes de valeur mondiales, a été liée à une augmentation de l'emploi dans les secteurs manufacturiers et est souvent associée à une plus grande participation des femmes à la main-d'œuvre (Maliszewska et Winkler, 2024).

L'île Maurice est une étude de cas notable qui démontre les résultats positifs de la libéralisation du commerce sur le marché du travail en Afrique. Dans ce pays, la libéralisation des échanges s'est accompagnée d'une augmentation de l'emploi dans les industries d'exportation et d'une absence de contraction de l'emploi dans les industries qui produisent des biens et des services pouvant être importés (Milner et Wright, 1998). La croissance de l'emploi dans les industries d'exportation du pays s'est accompagnée d'une augmentation de l'offre de main-d'œuvre féminine (OIT, 2001). L'île Maurice illustre également la manière dont le commerce peut avoir une incidence positive sur la qualité de l'emploi. La croissance tirée par les exportations dans ce pays s'est accompagnée d'une meilleure répartition des revenus (ibid.). Ces résultats de la libéralisation du commerce à l'île Maurice sur le marché du travail mettent en évidence le potentiel du commerce à contribuer au travail décent en Afrique.

Il est permis de penser que les récits de résultats positifs du commerce sur le marché du travail, tels que ceux de l'île Maurice, sont rares sur le continent africain. La libéralisation du commerce a entraîné des pertes d'emplois dans de nombreuses régions d'Afrique, notamment au Kenya, au Malawi, en Côte

L'informalisation de l'emploi et les déficits de travail décent qui y sont associés sont liés au projet néolibéral sur le continent, y compris la libéralisation du commerce, au cours des quatre dernières décennies.



d'Ivoire, au Zimbabwe et au Maroc (Hobbs et Tucker, 2009). L'analyse des données de panel recueillies dans sept des huit États membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) a révélé que la libéralisation du commerce avait des effets négatifs sur l'emploi (Agbahoungba, 2019).

En Afrique, l'une des conséquences négatives de la libéralisation du commerce sur le marché du travail est la destruction d'emplois. Au Zimbabwe, la libéralisation drastique des échanges a entraîné une contraction de l'emploi (Rattso et Torvik, 1998), les emplois manufacturiers formels passant de 75 400 à environ 39 000 en 12 ans (Hobbs et Tucker, 2009). Le Ghana a connu un impact encore plus important, perdant 115 000 emplois industriels, soit une réduction d'environ 17 % (Hobbs et Tucker, 2009). La libéralisation du commerce a freiné la demande de main-d'œuvre au Ghana (Mensah, 2019). En Afrique du Sud, les marchés du travail locaux les plus exposés aux réductions tarifaires ont connu une croissance de l'emploi plus lente (Bastos et Santos, 2021). Les réductions tarifaires plus importantes en Afrique du Sud se sont accompagnées d'une baisse de l'emploi formel et informel dans le secteur des biens échangeables, principalement en raison d'une diminution de l'emploi dans le secteur manufacturier (Erten et al., 2019). De même, la libéralisation du commerce au Botswana a été associée à une augmentation de l'informalité et de l'emploi indépendant (McCaig et McMillan, 2020). Ces cas soulignent les défis posés par la libéralisation du commerce à la croissance de l'emploi en Afrique.

Outre son impact sur le nombre d'emplois, la libéralisation du commerce nuit à la qualité de l'emploi en Afrique. L'informalisation de l'emploi et les déficits de travail décent qui en découlent sont liés au projet néolibéral sur le continent, y compris la libéralisation du commerce, au cours des quatre dernières décennies. La qualité de l'emploi se détériore à mesure que les pays s'engagent dans une course vers le bas, se faisant concurrence sur le marché international en s'abaissant les uns les autres par l'érosion du pouvoir de négociation des travailleurs, l'affaiblissement de la législation en matière de protection sociale et l'abaissement des normes de santé et de sécurité (Davies et Vadlamannati, 2011). En Zambie, les revenus moyens dans le secteur formel ont chuté d'environ 14 % dans les cinq années qui ont suivi la libéralisation du commerce (Hobbs et Tucker, 2009). De même, les heures de travail et les revenus mensuels ont diminué au Botswana à la suite de la libéralisation du commerce (McCaig et McMillan, 2020). Au Zimbabwe, la libéralisation radicale des échanges a entraîné une baisse des salaires réels (Rattso et Torvik, 1998), les salaires ayant diminué de 9,9 % par an pendant les cinq années qui ont suivi l'introduction des réformes (Hobbs et Tucker, 2009). Une étude plus récente prédit que la suppression des droits de douane au Malawi fait baisser les salaires, avec des baisses estimées à 18,78 pour cent dans le secteur agricole et à environ 19 pour cent dans les secteurs de l'industrie manufacturière et de la construction (Mgomezulua et al., 2024). Ces tendances mettent en lumière les défis que la libéralisation du commerce pose au travail décent en Afrique.

Il est important de prêter attention aux dimensions de genre des effets de la libéralisation du commerce sur le marché du travail en Afrique, car le commerce a un impact différent sur les hommes et les femmes. La croissance des exportations agricoles, par exemple, tend à être moins favorable aux agricultrices (Agbahoungba, 2019). En Gambie et en Ouganda, la commercialisation de cultures traditionnellement dominées par les femmes a souvent attiré des hommes dans le secteur, qui ont ensuite pris en charge la production et la commercialisation (ibid.). L'expansion du commerce a augmenté les exportations de vêtements à forte intensité de main-d'œuvre au Lesotho, offrant des possibilités d'emploi aux femmes basotho, mais entraînant également de nouveaux modèles d'inégalité et de vulnérabilité (Machacha, 2015).

Les femmes travaillant dans les zones franches d'exportation au Lesotho ont été soumises à des salaires extrêmement bas, à de mauvaises conditions de travail, au harcèlement sexuel et à des menaces de licenciement en cas de syndicalisation (ibid.). Dans certains cas, la libéralisation du commerce ne s'est pas traduite par des gains d'emploi pour les femmes. Contrairement à l'abstraction selon laquelle l'exposition

au commerce augmente la participation des femmes à la main-d'œuvre (Maliszewska et Winkler, 2024), l'analyse des données de panel de sept des huit États membres de l'UEMOA révèle que la libéralisation du commerce n'a pas eu d'incidence significative sur les schémas d'emploi des femmes (Agbahoungba, 2019). Ces exemples illustrent les impacts variés et souvent inégaux de la libéralisation du commerce sur le genre en Afrique.



Les effets négatifs de la libéralisation du commerce sur l'emploi ont pour corollaire le déclin de l'affiliation syndicale. Il est avancé que l'enracinement des politiques néolibérales en Afrique à partir de la seconde moitié des années 1980 a coïncidé avec la réduction du nombre de syndiqués dans de nombreux pays (McQuinn, 2017). Traditionnellement, les syndicats africains organisent les travailleurs de l'économie formelle. Par conséquent, les pertes d'emplois substantielles dans le secteur formel ont entraîné une forte baisse des effectifs syndicaux (Schillinger, 2005). La perte d'adhérents diminue le pouvoir des syndicats et les empêche de remplir leur mandat. De nombreux syndicats africains ont eu du mal à se doter d'une solide assise financière et de politiques et pratiques clairement axées sur les valeurs (McQuinn, 2017). À mesure que la libéralisation du commerce a élargi les catégories de travailleurs difficiles à syndiquer, et que le démantèlement des syndicats et le déplacement de la main-d'œuvre non qualifiée se sont généralisés, la désyndicalisation s'est accentuée, entraînant une baisse du pouvoir de négociation des travailleurs et des syndicats (Ajefu, 2014). Ces évolutions ne limitent pas seulement la valorisation des syndicats, mais soulèvent également des questions quant à leurs prétentions à représenter les travailleurs, ce qui constitue une menace existentielle pour les syndicats du continent.

L'impact des réformes économiques, en particulier de la libéralisation du commerce, sur la dynamique du marché du travail et la syndicalisation au Ghana illustre bien ce qui précède. La libéralisation du commerce dans le pays a commencé en 1983 et s'est intensifiée en 1986, exposant les producteurs locaux à la concurrence des importations, ce qui a conduit à la dévastation de plusieurs industries nationales (Hobbs et Tucker, 2009). Cette perturbation a limité la capacité de création d'emplois formels et a stimulé la croissance de l'emploi informel. Un exemple notable est la forte augmentation des importations chinoises, qui a évincé les fabricants nationaux, limitant leur capacité à maintenir leurs activités et à créer des emplois (Baah et al., 2009).

Les conditions susmentionnées ont gravement affecté les syndicats au Ghana en raison du lien complexe entre l'emploi formel et l'affiliation syndicale. Comme leurs homologues de tout le continent, les syndicats ghanéens organisent principalement les travailleurs du secteur formel. Par conséquent, le déclin de l'emploi dans le secteur formel signifie que les syndicats ne peuvent plus compter sur leur base traditionnelle pour s'affilier. En conséquence, en 2018, le Trades Union Congress (Ghana) comptait environ 100 000 membres de moins qu'au milieu des années 1980 (Asafu-Adjaye, 2021). Le taux de syndicalisation dans le pays est passé d'environ 50 pour cent en 1993 à environ 31 pour cent en 2013 (ibid.). Ces chiffres montrent qu'en dépit de leurs efforts pour organiser les travailleurs de l'économie informelle, les syndicats ghanéens ne se sont pas encore totalement remis des pertes d'effectifs précipitées par l'avènement du néolibéralisme.

OPTIONS POLITIQUES DES SYNDICATS



Compte tenu des effets débilissants de la libéralisation du commerce sur l'emploi et les syndicats, ce document propose les options politiques suivantes à l'attention des syndicats :

- **Intégrer le commerce dans les agendas syndicaux**

Compte tenu de la menace existentielle que le libéralisme commercial fait peser sur les organisations collectives des travailleurs du continent, les questions commerciales et, par extension, la ZLECAf, doivent être intégrées dans le travail de base des syndicats. Entre autres stratégies, il faut pour cela créer des bureaux ou des postes de coordination au sein des syndicats qui suivent les politiques et les pratiques commerciales nationales et continentales. Ces rôles spécialisés permettraient aux syndicats de rester informés des développements commerciaux et de la ZLECAf, garantissant ainsi que ces questions cruciales restent dans leur ligne de mire et permettant un engagement et un plaidoyer proactifs.

- **Participation au dialogue commercial**

La voix des syndicats est largement absente du discours sur le commerce, ce qui explique en partie les résultats négatifs du commerce sur le marché du travail sur le continent. Par conséquent, la participation active des syndicats au dialogue sur la politique commerciale est essentielle pour protéger les droits et les intérêts des travailleurs en Afrique. Pour ce faire, les syndicats doivent plaider en faveur de leur inclusion dans les structures nationales et continentales de formulation de la politique commerciale. Cependant, une participation significative exige des syndicats qu'ils renforcent leurs compétences dans le domaine du commerce, en se dotant des connaissances et de l'expertise nécessaires pour apporter une contribution efficace. En plus de s'engager dans les mécanismes de dialogue nationaux et supranationaux existants, les syndicats peuvent initier des dialogues sociaux axés sur le commerce afin d'amplifier leurs perspectives. En soutenant ces efforts par des recherches et des publications, les syndicats peuvent faire entendre leur voix et s'assurer que leurs positions sur le commerce et la ZLECAf sont entendues et éventuellement prises en compte dans l'élaboration des politiques.

- **Faire des demandes alternatives**

L'inclusion dans les structures de formulation de la politique commerciale ne doit pas être considérée comme une fin en soi. Au contraire, ces espaces devraient fonctionner comme des plates-formes permettant aux syndicats de plaider en faveur d'alternatives politiques et protocolaires qui repoussent les limites de la libéralisation commerciale. Ces alternatives peuvent inclure des demandes de sauvegardes pour protéger l'emploi (nombre et qualité des emplois) et les secteurs surexposés, ainsi que des propositions conçues pour promouvoir des résultats commerciaux plus équitables et socialement bénéfiques. Les conventions fondamentales de l'OIT (liberté d'association, élimination du travail forcé et du travail des enfants, non-discrimination, sécurité et santé au travail), l'agenda du travail décent et la déclaration de principes tripartite sur les entreprises multinationales et la politique sociale (déclaration sur les entreprises multinationales) constituent une bonne base pour les revendications syndicales alternatives. Les normes et législations continentales et nationales en matière d'emploi sont des cadres complémentaires, offrant des points d'entrée spécifiques au niveau régional et national pour faire progresser les politiques commerciales axées sur les travailleurs et remédier aux conséquences négatives du commerce sur le marché du travail et l'emploi.

- **Mise en place d'un système d'observatoire du commerce**

Les politiques et les pratiques commerciales, en particulier la ZLECAf, évoluent rapidement, de même que leur impact sur le marché du travail. Pour s'engager dans un plaidoyer efficace, les syndicats doivent rester informés de ces développements. Cela nécessite la mise en place de systèmes de suivi qui tiennent les syndicats au courant de la dynamique commerciale et des changements dans la ZLECAf.

- **Harmonisation de la défense des intérêts commerciaux par les syndicats**

La libéralisation du commerce présente des défis similaires en matière de marché du travail pour les syndicats à travers l'Afrique. Cela souligne la nécessité d'harmoniser les campagnes sur le commerce et la ZLECAf entre les syndicats du continent. Il est également nécessaire de partager l'expérience acquise dans le cadre des campagnes commerciales. L'harmonisation du plaidoyer commercial peut impliquer que les syndicats rédigent ensemble des documents de position commerciale communs et les utilisent pour le plaidoyer. La synchronisation des campagnes commerciales est essentielle pour éviter les contradictions et garantir la présentation d'une position syndicale unifiée.

- **Renforcer la réglementation nationale du travail**

Les syndicats ont besoin de lois et d'institutions solides pour promouvoir efficacement les droits et les intérêts des travailleurs. Un cadre réglementaire solide est également essentiel pour empêcher le nivellement par le bas souvent associé à la libéralisation du commerce. Par conséquent, les syndicats doivent plaider en faveur du renforcement des institutions nationales de relations industrielles et pousser à des réformes réglementaires si nécessaire. Des institutions renforcées seront mieux équipées pour remplir leurs fonctions efficacement, ce qui renforcera les efforts des syndicats pour promouvoir les droits des travailleurs dans le cadre de la ZLECAf.

- **Solidarité internationale et alliances**

Étant donné que le commerce et ses résultats sur le marché du travail transcendent les frontières nationales et même continentales, les syndicats d'Afrique doivent internationaliser leur plaidoyer en faveur du commerce. La création d'alliances avec leurs homologues d'autres régions et avec des organisations de la société civile peut leur apporter un soutien vital. Ces partenariats permettent de partager les expériences et les ressources, ainsi que d'autres formes d'assistance, afin de renforcer les campagnes des syndicats sur le commerce et la ZLECAf. La solidarité internationale peut amplifier la voix des syndicats africains et renforcer leur capacité à influencer les politiques et les pratiques liées au commerce.

CONCLUSION



Ce document donne un aperçu de la manière dont la libéralisation du commerce a été vécue par les syndicats en Afrique. Il affirme que la vision optimiste de la libéralisation du commerce, souvent caractérisée par des abstractions sur les résultats positifs du marché du travail tels que la croissance de l'emploi et l'amélioration de la qualité de l'emploi, s'est rarement manifestée sur le continent.

En revanche, le discours pessimiste, qui souligne les effets négatifs de la libéralisation du commerce sur l'emploi, semble omniprésent en Afrique. Il est important de noter que le document établit un lien entre les pertes d'emploi, l'informalisation et la détérioration de la qualité de l'emploi associées à la libéralisation du commerce et la diminution de l'influence des syndicats en Afrique. Nous avons vu comment le pouvoir de négociation de nombreux syndicats a été sapé par la perte d'adhérents provoquée par le projet néolibéral sur le continent, en particulier par la mise en œuvre de mesures drastiques de libéralisation du commerce.

L'histoire des effets débilissants de la libéralisation du commerce sur le nombre d'emplois, la qualité de l'emploi et la vitalité syndicale impose aux syndicats la nécessité d'intégrer le commerce et la ZLECAf dans leur agenda et leur travail. Le document affirme qu'au minimum, les voix syndicales devraient être présentes dans la formulation et la mise en œuvre des politiques et des protocoles relatifs au commerce et à la ZLECAf. L'implication des syndicats dans le commerce est essentielle pour sauvegarder les droits et les intérêts des travailleurs et inverser les effets négatifs du commerce sur le syndicalisme en Afrique.

RÉFÉRENCES

Agbahoungba, I. S. W. (2019) 'Impact of Trade Liberalization on Employment in West African Economic and Monetary Union (WAEMU): A Gender Approach' *Journal of Economics, Management and Trade* 24(2): 1-15

Ajefu, J. B. (2014) 'Globalisation, bargaining power of unions, and labour market outcomes: a review of issues' *International Journal of Economics, Commerce and Management* II (11): 1-13

Asafu-Adjaye, P. (2021) 'Trade Union Responses to Economic Liberalisation in Ghana' SOAS University of London, PhD thesis
https://eprints.soas.ac.uk/36112/1/Asafu-Adjaye_2021.pdf
 Accessed 2 November 2024

Baah, A. Y., Otoo, K. N., and Ampratwum, E. F. (2009) "Chinese investments in Ghana" in Baah, A.Y., and Jauch, H. (eds) *Chinese Investments in Africa: A Labour Perspective*. Accra, African Labour Research Network. 85-121

Bastos, P. and Santos, S. (2021) 'Long-Run Effects of Trade Liberalization on Local Labour Markets Evidence from South Africa'
<https://documents1.worldbank.org/curated/en/133871622641025216/pdf/Long-Run-Effects-of-Trade-Liberalization-on-Local-Labor-Markets-Evidence-from-South-Africa.pdf>
 Accessed 04 December 2024

Celik, A., Bajjac, s., Radoine, H., Chenal, J., and Bouyghrissie, S. (2024) 'Effects of urbanization and international trade on economic growth, productivity, and employment: Case of selected countries in Africa' *Heliyon* 10: 1-16

Davies, R. B. and Vadlamannati, K. C. (2013) 'A race to the bottom in Labour standards? An empirical investigation' *Journal of Development Economics* 103 (1): 1-14.

Erten, B., Leight, J. and Tregenna, F. (2019) 'Trade liberalization and local labour market adjustment in South Africa' *Journal of International Economics* 118: 448-467

Hobbs, G. and Tucker, D. (2009) 'Trading away our jobs: how free trade threatens employment around the world' London, War on Want ILO (2001) 'Trade liberalization and employment'
<https://webapps.ilo.org/public/english/standards/reIm/gb/docs/gb282/pdf/sdg-2.pdf>
 Accessed 25 November 2024

Machacha, M. (2015) 'An examination of the gender implications of trade Liberalisation in Southern Africa'
<https://www.cawtarclearinghouse.org/storage/AttachementGender/Gender%20Implications%20of%20trade%20Liberalisation.pdf>
 Accessed 9 December 2024

MacLeod, Jamie and Luke, David (2023) 'Trade and investment flows and a perspective for analysing trade policy in Africa', in: Luke, David (ed) *How Africa Trades*, London: LSE Press, pp. 1-21.

Maliszewska, M. and Winkler, D. (2024) 'Leveraging trade for more and better jobs' Washington, World Bank

McCaig, B. and McMillan, M. S (2020) 'Trade Liberalisation and Labour Market Adjustment in Botswana', *Journal of African Economies*, 29 (3):236-270

McQuinn, M. (2017) 'Strengths and Weaknesses of African Trade Unions in the Neoliberal Period with a Sierra Leone Case Study' *Africana Studia* 28: 111-129

Mensah, I. (2019) 'Trade liberalisation and its impact on income distribution in Ghana' *Transnational Corporations Review*, 11(3): 208-221

Mgomezulua, W. R., Thangataa, P. and Njiwa, D. (2024) 'Embracing the African Continental Free Trade Area: Unpacking Malawi's Economy Response to Trade Liberalization' <https://agra.org/wp-content/uploads/2024/09/1-s2.0-S2590051X24000613-main.pdf>, Accessed 04 December 2024

Milner, C. and Wright P. (1998) 'Modelling labour market adjustment to trade liberalization in an industrializing economy', *Economic Journal*, 108: 509-528.

Rattso, J. and Torvik, R. (1998) 'Zimbabwean trade liberalization: Ex post evaluation' *Cambridge Journal of Economics*, 22:325-346

Schillinger, H., R. (2005) 'Trade Unions in Africa: Weak but feared' <https://library.fes.de/pdf-files/iez/02822.pdf>, Accessed 04 December 2024

UNCTAD (2018) 'Export Diversification and Employment' https://unctad.org/system/files/official-document/aldc2018d3_en.pdf, Accessed 23 November 2024



physical address:

7 Community House, 41 Salt River Road
Salt River, South Africa

tel: +27 (0)21 486 1100

email: lrs@lrs.org.za

www.lrs.org.za